

Nous publions ici cette interview de Gilbert Achcar, initialement parue en anglais sur le site de [Socialist Resistance](#), traduite et publiée en français sur le site de [SolidaritéS](#).

Terry Conway - Peux-tu évaluer l'état actuel du soulèvement arabe dans son ensemble, avant de revenir plus spécifiquement sur la Syrie ?

Gilbert Achcar - Ce qui se passe aujourd'hui confirme ce qu'on pouvait dire depuis le début ; ce qui a commencé en Tunisie en décembre 2010 n'était pas un « printemps », comme les médias l'ont appelé, soit une brève période de changement politique durant laquelle un quelconque despote est renversé, ouvrant la voie à une bonne démocratie parlementaire, et c'est tout. Ces soulèvements étaient présentés comme des révolutions « facebook », une variante des « révolutions de couleur » [dans le monde « post-communiste », NDT].

J'ai insisté tout d'abord, depuis le début, sur le fait qu'une telle perception déformait la réalité. Ce qui a commencé à prendre forme en 2011, c'est un processus révolutionnaire à long terme, qui va se développer sur plusieurs années, voir sur des décennies, surtout si nous prenons en compte son extension géographique.

De ce point de vue, nous n'avons assisté qu'à l'ouverture de ces processus. Dans quelques pays, ils ont réussi à dépasser le stade initial de renversement du gouvernement ; c'est le cas en Tunisie, en Egypte et en Libye – les trois pays où le régime a été renversé par le soulèvement. Et on peut voir que ces pays sont encore dans un état de confusion, d'instabilité, qui est typique des périodes révolutionnaires.

Ceux qui croient un peu vite que le soulèvement de la région arabe a pris fin, ou qu'il est mort-né, se fondent sur la victoire initiale des forces islamistes aux élections en Tunisie et en Egypte. Contre ces prophètes de mauvais augure, j'ai fait observer que cela était inévitable, puisque ces élections ont eu lieu peu de temps après le renversement de régimes despotiques, et qu'elles ne pouvaient refléter que le poids des forces politiques déjà organisées dans ces pays. J'avais prédit aussi que la période des fondamentalistes islamiques n'allait pas durer longtemps, compte tenu des racines réelles de ces processus révolutionnaires.

Ces processus révolutionnaires de longue durée sont ancrés dans la réalité sociale de la région, qui est caractérisée par de nombreuses décennies de développement bloqué – un taux de chômage plus élevé, en particulier des jeunes, que dans d'autres régions du monde depuis de longues années. Voilà les causes réelles fondamentales de cette irruption, et tant que ces causes ne seront pas combattues, elle ne s'arrêtera pas. Chaque nouveau gouvernement qui n'apportera pas de solution à ces causes fondamentales échouera.

Il était prévisible que les Frères musulmans (FM) échoueraient – dans mon livre, *Le Peuple veut* [Arles, Actes Sud, 2013], qui a été écrit avant la chute de Morsi en Egypte, j'expliquais que les FM échoueraient inévitablement. Je disais la même chose d'Ennahda en Tunisie, qui fait face actuellement à un mouvement de protestation très puissant qui met en question l'avenir de son gouvernement.

Ainsi, la région connaît un processus au long cours qui, comme tout processus révolutionnaire dans l'histoire, traverse des hauts et des bas, des périodes d'avancées et de reculs – et parfois des périodes ambiguës.

Jusqu'ici, l'événement le plus ambigu de tout ce processus a été l'expérience égyptienne récente, où nous avons vu cette mobilisation de masse contre Morsi, le 30 juin, qui représentait une expérience très poussée de démocratie au sein d'un mouvement de masse qui exigeait la démission du président élu, parce qu'il avait trahi les promesses faites au peuple. Mais en même temps – et c'est là que réside bien sûr l'ambiguïté – il y a eu le coup militaire et l'illusion très répandue que l'armée pouvait jouer un rôle progressiste, que ce soit dans les rangs de la gauche au sens large ou dans ceux des libéraux.

Comment ton analyse de la situation actuelle en Syrie s'insère-t-elle dans ce schéma d'ensemble de la situation régionale ?

Il n'y a aucun doute que ce qui s'est développé en Syrie depuis 2011 appartient au même processus révolutionnaire que dans d'autres pays. Il s'agit du même phénomène, alimenté par les mêmes causes – développement bloqué, chômage de masse, en particulier des jeunes.

La Syrie n'est absolument pas une exception – en réalité, c'est l'un des cas les plus aigus de crise économique et sociale dans toute la région. Celle-ci découle des politiques néolibérales mises en œuvre par les Assad, père et fils, mais plus particulièrement par le fils, parce qu'il est arrivé au pouvoir, il y a une douzaine d'années, après la mort de son père.

La Syrie est un pays qui a connu une paupérisation massive durant la dernière décennie, spécialement dans les zones rurales ; la misère a crû, atteignant une situation où pratiquement un tiers de la population vit en dessous du niveau national de pauvreté, avec un chômage en hausse. A la veille du soulèvement, les chiffres officiels du chômage, largement sous-évalués, étaient de 15%, et de plus d'un tiers pour les jeunes de 15 à 24 ans.

Il faut resituer cela dans le contexte d'une profonde inégalité sociale, d'un régime corrompu – où le cousin de Bachar al-Assad est devenu l'homme le plus riche du pays, qui contrôle semble-t-il une moitié de son économie. Et il ne s'agit que d'un membre du clan dirigeant, dont tous les éléments engrangent des avantages matériels considérables. Ce clan fonctionne comme une véritable mafia, qui dirige le pays depuis des décennies. Voilà la racine profonde de l'explosion, avec le fait que le régime syrien est l'un des plus despotiques de la région. En comparaison avec la Syrie d'Assad, l'Égypte de Moubarak était un havre de démocratie et de liberté politique !

Ainsi, ce n'a pas été une surprise de voir la Syrie rejoindre le mouvement après la Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen, etc. Et cela n'a pas été une surprise pour ceux comme moi qui sont familiers avec la nature du régime syrien, de voir que le mouvement n'a pas pu obtenir ce qu'il a obtenu en Tunisie et en Égypte par des manifestations de masse.

Ce qui est spécifique à ce régime, c'est que Hafez al-Assad (le père) a remodelé et reconstruit l'appareil d'État, spécialement son noyau dur – les forces armées – afin de constituer une garde prétorienne à sa solde. L'armée, spécialement ses unités d'élite, est liée au régime de différentes façons, principalement par la manipulation des oppositions religieuses. Même les gens qui n'ont jamais entendu parler de la Syrie auparavant savent maintenant que le régime s'appuie sur une minorité dans le pays, les Alaouites, qui

représente environ 10% de la population.

Avec une armée totalement loyale envers le régime, l'illusion (et il y avait beaucoup d'illusions, au début, dans le mouvement) selon laquelle le pouvoir pourrait être renversé simplement par des manifestations de masse était trompeuse. Il était donc inévitable que le soulèvement tourne à la guerre civile, parce qu'un régime de cette nature ne peut pas être renversé sans une guerre civile.

Dans l'histoire des révolutions, les révolutions pacifiques sont en réalité l'exception, et non la règle. Beaucoup de révolutions, même si elles n'ont pas commencé par une guerre civile, comme la Révolution chinoise, ont conduit très vite à des guerres civiles, comme les révolutions française, russe, etc.

Ceci dit, le régime syrien ne représente que l'une des contre-révolutions auxquelles se confronte le soulèvement syrien, même si c'est de loin la plus meurtrière. Une seconde contre-révolution est alimentée par les monarchies du Golfe, principal bastion de la réaction dans toute la région. Ces monarchies ont répondu aux soulèvements arabes de la seule manière possible, compte tenu que leur parrain, l'impérialisme US, n'était pas en mesure d'intervenir comme une force contre-révolutionnaire face à ces soulèvements. Elles ont essayé de les coopter, de récupérer le mouvement.

Pour les monarchies du Golfe, cela signifie qu'elles allaient s'efforcer de transformer ces révolutions démocratiques et sociales en mouvements dirigés par des forces qui ne sont pas une menace idéologique pour elles. Cela va des Frères musulmans, massivement soutenus par l'Emirat du Qatar, à toutes les variantes de salafismes – des « modérés » au « jihadistes » – appuyés par l'Arabie saoudite ou par divers réseaux wahhabites-salafistes des pays du Golfe.

Ces monarchies ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour promouvoir les développements qui leur étaient les plus favorables au sein du soulèvement syrien – en tournant la révolution démocratique, qui est une menace pour elles, en une guerre confessionnelle. Sur ce point, elles ne se différencient pas de la première contre-révolution – c'est-à-dire du régime.

Au début, la Syrie a connu des manifestations, comme partout dans la région ; des mobilisations très courageuses avec des revendications sociales, démocratiques et non confessionnelles, organisées et menées par des jeunes, connectés entre eux par les réseaux sociaux. Mais dès le premier jour, le régime a affirmé qu'elles étaient menées par Al-Qaïda, exactement comme Kadhafi l'a fait en Libye.

Dans les deux cas, il s'agissait d'un message adressé à l'Ouest. Il disait ainsi à Washington : *« Ne faites pas erreur, nous sommes vos amis, nous combattons le même ennemi, nous luttons contre Al-Qaïda, raison pour laquelle vous ne devriez pas prendre position contre nous, mais nous soutenir »*.

Le régime syrien a fait plus que de lancer une guerre de propagande – il a libéré les « jihadistes » de ses geôles afin de promouvoir ce courant au sein du soulèvement. Dans l'opposition syrienne, on estime souvent que les groupes d'Al-Qaïda sont infiltrés et manipulés par le régime. Ce n'est pas une hypothèse saugrenue : il y a sans doute du vrai dans cela, même si personne ne peut dire à quel point.

Enfin, il y a encore une troisième force contre-révolutionnaire qui travaille contre le soulèvement syrien : il s'agit évidemment des Etats-Unis – et il faudrait y ajouter Israël. Les

Etats-Unis sont contre-révolutionnaires au sens fort du terme, que ce soit par rapport à la Syrie ou à tous les autres pays de la région. Washington ne souhaite le démantèlement d'aucun Etat. Il veut une « transition ordonnée » – que le pouvoir change de mains, mais en garantissant la continuité fondamentale de la structure de l'Etat.

A Washington et à Londres, ils parlent toujours des « leçons de l'Irak » et expliquent qu'ils ont eu tort de démanteler l'Etat baathiste. En effet : ils auraient dû conserver cet Etat et se contenter de déposer Saddam Hussein, et s'ils avaient fait cela, ils n'auraient pas été confrontés à tant de difficultés.

Vous me direz : et la Libye ? Et bien, avant la chute de Kadhafi, j'ai écrit un long article pour expliquer que l'intervention de l'OTAN en Libye visait à coopter le soulèvement – afin de la guider et de la contrôler pendant que les Occidentaux étaient en discussion avec Saïf al-Islam, le fils de Kadhafi considéré par eux comme le bon membre de la famille régnante. Ils voulaient qu'il obtienne la démission de son père en sa faveur, ce qui aurait tout à fait convenu à Washington, à Londres, à Paris, etc. Mais bien sûr, le soulèvement libyen a bouleversé ces calculs, lorsque l'insurrection de Tripoli a précipité l'effondrement de l'ensemble du régime.

En Syrie, Washington a dit clairement – même pendant la récente crise sur les armes chimiques – : « *Nous ne voulons pas que le régime soit renversé, nous voulons une solution politique* » ; c'est ce qu'Obama appelait aussi, il y a un an, une « solution yéménite ».

Que s'est-il passé au Yémen ? Le président Ali Abdullah Saleh, après une année de soulèvement, a cédé sa place, le sourire aux lèvres, à son vice-président, en restant jusqu'ici dans le pays, où il tire encore de nombreuses ficelles. C'est juste une farce – une véritable frustration pour les forces radicales de ce pays. Pour cette raison aussi, c'est loin d'être fini au Yémen, même si on n'en entend plus parler dans les médias occidentaux. Le mouvement continue au Yémen, comme au Bahreïn et dans toute la région.

C'est cette sorte de solution que les Etats-Unis souhaitent pour la Syrie. Ils ne veulent pas intervenir militairement comme ils l'ont fait en Libye. Les menaces récentes sont dues au fait que Washington s'est senti sous pression, la crédibilité d'Obama étant mise en cause après avoir affirmé que l'usage d'armes chimiques franchirait la ligne rouge. Mais même lorsque les USA envisageaient des bombardements, ils expliquaient qu'ils seraient très limités et qu'ils n'affecteraient pas les rapports de force. Le *New York Times* a publié un long article expliquant qu'Israël défendait la même position.

Les puissances occidentales ne vont apporter de soutien substantiel – en particulier militaire – à aucune force de l'opposition, parce qu'elles ne font confiance à aucune de ses composantes. Comme le chef de l'état-major général US, Martin Dempsey, l'a écrit : « *Il ne s'agit pas de choisir entre deux camps en Syrie, mais de choisir un camp contre de nombreux autres. C'est ma conviction que le camp que nous devrions choisir doit être prêt à promouvoir ses intérêts, mais aussi les nôtres, lorsque le rapport de force évoluera en sa faveur. Aujourd'hui, il n'y en a aucun* ».

Tu n'as pas évoqué la Russie en parlant des forces contre-révolutionnaires. Serait-il pertinent de la décrire comme la quatrième colonne ?

Je ne l'ai pas évoquée parce qu'elle est évidemment une force de soutien essentielle au

régime d'Assad. Dans ce sens, la Russie de Poutine fait partie de la première colonne et n'en représente pas une quatrième.

Est-ce vrai que son engagement n'a pas seulement un effet matériel important par ses fournitures d'armes à Assad, mais aussi un effet idéologique considérable, parce qu'il désoriente certains de ceux dont on pourrait s'attendre à ce qu'ils soutiennent le soulèvement ?

En fin de compte, le soulèvement syrien a très peu d'amis. Même ceux dont on pourrait s'attendre à ce qu'ils sympathisent avec les révolutions ont une attitude hostile – des gens bernés par la propagande du régime syrien comme par de celle de Moscou décrivent l'ensemble du soulèvement comme « jihadiste ».

Certaines personnes regardent la Russie comme s'il s'agissait encore de l'Union soviétique, même si, en termes politiques et sociaux, les Etats-Unis paraissent plutôt progressistes par rapport à la Russie de Poutine : un gouvernement autoritaire, au capitalisme sauvage, avec un taux d'imposition fixe de 13% sur le revenu, des gangsters, des barons de la pègre, etc. Il y a ainsi beaucoup plus de raisons de considérer la Russie comme un pays impérialiste que comme un pays anti-impérialiste.

De même, ceux qui croient que le régime syrien est « anti-impérialiste » ne font qu'ignorer l'histoire de ce régime et l'opportunisme pur et simple sur lequel il fonde sa politique étrangère.

La Syrie d'Assad est intervenue au Liban en 1976 afin d'écraser la résistance palestinienne et la gauche libanaise, et d'éviter leur victoire contre l'extrême droite libanaise. En 1983-85, elle a mené ou soutenu des guerres contre les camps palestiniens au Liban. En 1991, elle a combattu dans la guerre en Irak sous commandement US ; elle faisait partie de la coalition menée par les USA. Des années 1990 à 2004, elle a protégé le gouvernement néolibéral et pro-américain de Rafic Hariri au Liban. Et tout au long de ces années, sa frontière avec Israël a été la plus sûre et la plus tranquille de toutes les frontières de l'Etat hébreu.

Il n'y a donc aucun élément qui permette de décrire le régime syrien comme « anti-impérialiste ». C'est un régime très opportuniste, qui n'hésite pas à changer de camps et d'alliance pour poursuivre ses propres intérêts.

Pouvez-vous dire quelque chose sur l'équilibre des forces au sein de l'opposition syrienne ?

Selon les rapports provenant d'amis de confiance qui ont visité toutes les zones contrôlées par l'opposition, les deux groupes d'Al-Qaïda ne représentent pas plus de 10% des combattants, et les salafistes, probablement 30% environ.

Cela laisse une majorité de forces qui agissent sous la bannière de l'Armée syrienne libre (ASL), bien qu'une partie de celle-ci soit aussi pro-islamique. Cela découle du fait que les sources principales de financement des forces syriennes opposées au régime viennent de sources islamistes et sont basées dans le Golfe, des monarchies à divers réseaux religieux.

Pour ce qui est de la résistance populaire non armée, dans sa grande majorité, ses

partisans ne sont pas intéressés à l'établissement d'un Etat islamique quel qu'il soit, mais aux aspirations démocratiques et sociales qui sont les objectifs du soulèvement depuis le début.

Pouvez-vous dire quelque chose de l'organisation de la résistance et quelles de ses principales revendications ?

La résistance est très hétérogène. Durant les premiers mois du soulèvement, ses premiers leaders étaient principalement des jeunes, comme partout ailleurs dans la région, qui se coordonnaient au moyen d'internet. Ils s'organisaient au sein de comités de coordination locale (CCL) et défendaient un programme progressiste, démocratique, anti-confessionnel et laïc. En somme, une série de revendications progressistes, que vous ne pouvez pas ne pas soutenir si vous êtes à gauche de l'échiquier politique.

La deuxième étape a été la constitution du Conseil national syrien (CNS) à l'extérieur. C'est une différence majeure par rapport à la Libye, où le Conseil national de transition avait été créé à l'intérieur du pays et reconnu comme légitime par la plupart des forces du soulèvement libyen, bien que, même dans ce cas, il y a eu quelques problèmes. Le CNS a été fondé à l'extérieur par des gens qui n'avaient pas de véritable rôle dans la direction du soulèvement lui-même, mais qui avaient des connections. Il a été créé avec le concours de la Turquie et du Qatar. Les Emirats ont donné des fonds au CNS, en particulier aux Frères musulmans, qui étaient et restent toujours une composante importante de l'opposition officielle en exil.

Cependant, au sein même du CNS, il y a des composantes de la gauche syrienne, comme le Parti démocratique du peuple, issu d'une scission du Parti communiste syrien. Et les CCL eux-mêmes ont été représentés dans le CNS et ont reconnu son leadership. Là encore, d'un point de vue de gauche, on peut être d'accord sur la majeure partie du programme du CNS - il est démocratique, anti-confessionnel et largement laïc. Bien sûr, on objectera qu'il n'est pas assez social, mais la direction du CNS n'a rien à voir avec la gauche radicale.

Actuellement, le Conseil national syrien a été remplacé par la Coalition nationale syrienne. Cette dernière demeure fondamentalement une coalition de forces dont le spectre est similaire à celui de celles impliquées dans les soulèvements tunisien et égyptien. On ne devrait pas oublier, qu'en Egypte aussi, les Frères musulmans et les salafistes étaient présents dans les soulèvements aux côtés des libéraux et de la gauche.

Puis avec la militarisation de la lutte et la mutation progressive, depuis l'automne 2011, du soulèvement en guerre civile, nous avons assisté à l'émergence d'une ligne dure, islamique « jihadiste », incluant deux groupes qui travaillent sous la bannière d'Al-Qaïda, avec des différences entre eux, ainsi que les groupes salafistes. Parmi les deux groupes affiliés à Al-Qaïda, l'un est largement composé de combattants venant de l'extérieur de la Syrie, et l'autre est principalement syrien - il y a des tensions entre eux. On a aussi observé une augmentation des affrontements entre l'ASL, l'aile armée de l'opposition officielle, et les groupes d'Al-Qaïda.

Il est rassurant de voir que la ligne dure « jihadiste » est toujours plus rejetée par l'opposition dominante, mais on peut aisément comprendre que celle-ci ne puisse mener une guerre sur deux fronts ; elle a déjà assez de problèmes en raison d'un rapport de forces très inégal avec le régime.

Malheureusement, il n'y a pas de présence de gauche au sein de la lutte armée. La gauche radicale syrienne est de toute façon très marginale, et la gauche au sens large n'a pas essayé de s'organiser séparément au sein de l'ASL.

Comment l'opposition a-t-elle réagi à la tentative du régime de la présenter comme confessionnelle ?

Elle a répondu de diverses manières, par des prises de position et des proclamations, par des banderoles utilisant des noms de figures historiques alaouites, chrétiennes ou druzes, dans les mobilisations du vendredi, etc.

Le fait est qu'il n'y a pas de comparaison possible entre les meurtres à caractère confessionnel perpétrés par le régime et ses chabihes – milices –, qui ont commis le plus de massacres de ce type, et les meurtres à caractère confessionnel perpétrés par les forces opposées au régime. Ceux-ci sont le plus souvent commis par des « jihadistes », que je considère comme une autre force contre-révolutionnaire.

Bien entendu, nombreuses sont les personnes peu politisées qui réagissent sur un mode confessionnel à la brutalité du régime. Cela est-il vraiment surprenant ? Il ne s'agit pas d'une armée d'intellectuels marxistes – il s'agit d'un soulèvement populaire sans direction politique capable d'éduquer la population.

Ainsi, il y a des ripostes confessionnelles dans le camp de l'opposition en réaction aux massacres à caractère confessionnel du régime. Nous avons vu la même chose dans la guerre civile libanaise, avec une symétrie bien plus forte de meurtres à caractère confessionnel dans les deux camps – si c'était le critère pour nous déterminer, nous aurions dû rejeter les deux camps de la même façon dans la guerre civile libanaise.

Bien sûr, il faut dénoncer toutes les exactions à caractère confessionnel lorsqu'elles se produisent – et elles sont actuellement dénoncées par l'ASL et l'opposition. Mais on ne devrait pas tomber dans le piège d'ignorer la différence d'échelle entre les massacres à caractère confessionnel perpétrés par le régime syrien et ceux causés par les forces anti-régime.

Quelle relation y a-t-il avec le combat des Kurdes ?

Le régime et l'opposition ont tous deux courtisé les Kurdes au début. Le régime l'a fait, parce qu'il ne voulait pas que les Kurdes rejoignent le soulèvement, et l'opposition parce qu'elle voulait les gagner. Le CNS a inclus dans son programme la reconnaissance du droit des minorités – mais pas au point de reconnaître le droit à l'auto-détermination. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas une demande unanime des Kurdes en Syrie, même si, bien sûr, je serais fortement en faveur de défendre ce droit.

Le mouvement kurde syrien a saisi l'opportunité et pris le contrôle de la zone kurde. La force dominante parmi les Kurdes syriens se revendique du PKK, qui domine la partie du Kurdistan contrôlée par les Turcs, et elle a cultivé des liens avec le régime syrien au fil des ans.

Mais les Kurdes n'interfèrent pas directement avec la guerre civile ; ils sont trop occupés à

contrôler leur propre zone en établissant une autonomie de fait comme cela a été le cas en Irak. Je pourrais difficilement imaginer qu'ils perdent cela à l'avenir - c'est un succès pour eux. Ils gardent leur distance par rapport à la guerre civile, hormis lors d'affrontements intermittents avec les « jihadistes ».

Comment décrirais-tu la situation dans les zones contrôlées par l'ASL ? Il est clair que la situation humanitaire est un désastre, mais comment la présenterais-tu d'un point de vue politique ?

La situation humanitaire est absolument épouvantable. Dans plusieurs zones où l'opposition a pris le dessus et s'est débarrassée de l'Etat baathiste, des comités locaux démocratiques ont été créés au moyen de sortes d'élections. C'est définitivement positif, mais c'est en quelque sorte normal, dès lors que l'autorité disparaît d'une localité, de chercher à la remplacer. Il ne faudrait pas dépeindre ces comités comme des « soviets » ou quoi que ce soit de ce type - ce serait tout à fait exagéré. Ces structures peuvent représenter un potentiel intéressant à l'avenir, mais en ce moment, elles sont juste des mesures élémentaires d'auto-organisation pour combler un vide de pouvoir créé par l'effondrement des autorités locales.

Comment résumeriez-vous ce que la gauche devrait faire à l'égard de la Syrie ?

Il est vraiment très important d'afficher sa solidarité envers le soulèvement syrien sans hésiter. Si nous croyons au droit du peuple à son auto-détermination, si nous croyons au droit des gens d'élire librement qui bon leur semble, alors, même si le soulèvement était guidé par des forces islamiques, cela ne devrait pas changer notre position - comme cela ne l'a pas changé, par exemple, pour Gaza et le Hamas, ou pour la résistance irakienne, qui était - il est bon de le rappeler - bien plus sous contrôle islamique que tout ce que nous avons en Syrie.

Pour l'ensemble de ces raisons, je pense qu'il est très important d'exprimer sa solidarité avec la révolution syrienne afin de créer des liens avec les progressistes au sein de l'opposition, afin de contrer la propagande du régime et celle de Moscou, et afin de dénoncer la complicité de Washington et de l'Occident avec les crimes contre l'humanité perpétrés en Syrie.

Version originale en anglais sur <http://socialistresistance.org> et disponible également sur le site d'Europe solidaire sans frontières: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30084>

Photographie: Alex Webb

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

